

Monaco Blue Initiative – 4^e Edition 23-24 juin 2013

Introduction

Avec cette 4^e édition la Monaco Blue Initiative a atteint son rythme de croisière en tant que plateforme efficace de discussion entre les différentes parties prenantes de la mer. Les thèmes principaux – l'état des grands prédateurs marins, notamment le thon rouge et les requins, et le rôle des Aires Marines Protégées comme garant d'une gestion durable de l'écosystème marin – s'inscrivent dans le prolongement des précédentes éditions car, comme l'a constaté S.A.S. le Prince Albert II lors de son allocution, une des grandes forces et des principes fondateurs de la MBI est la continuité.

« Cela signifie que notre travail demande du temps, que le dialogue n'est jamais terminé et que ces questions ont besoin de maturation, » dit-il. « Je crois que les développements positifs en ce qui concerne une espèce comme le thon rouge, qui représente une part substantielle de notre travail depuis 2010, sont là pour démontrer les mérites de notre détermination, » ajoute-t-il.

Robert Calcagno, P-DG de l'Institut Océanographique de Monaco, a appuyé cette idée dans ses remarques de bienvenue. En effet, bien que « l'exploitation humaine inconsidérée des océans » a mené de nombreuses espèces de grands prédateurs au bord de la disparition, il y a aussi de bonnes nouvelles, qui sont l'amélioration de la situation du thon rouge et l'expansion des Aires Marines Protégées, estime-t-il.

Bernard Fautrier, Vice Président exécutif de la Fondation Prince Albert II de Monaco, souligne le caractère unique de la MBI en tant que cellule de réflexion rassemblant des acteurs clés des sphères économique, politique, scientifique et environnementale, et affirme qu'ensemble, « nous sommes plus forts malgré nos différences, et peut-être grâce à elles. »

SESSION 1: La situation actuelle des grands prédateurs: protection et opportunités économiques

Cette session commence avec le témoignage du Président de la République de Palau, **Tommy E. Remengesau**. Il y a dix ans, ce petit archipel a pris des mesures audacieuses afin de protéger les grands prédateurs dans ses eaux territoriales en interdisant la pêche industrielle au requin et en devenant le premiers pays au monde à interdire le « finning », ou amputation des ailerons. Aujourd'hui, Palau a comme objectif de créer le plus grand sanctuaire marin au monde en fermant toute sa Zone Economique Exclusive à la pêche étrangère, explique le Président Remengesau.

Le pays en récolte déjà les fruits, en partie en étant devenu une destination incontournable pour les plongeurs désireux de voir des requins. La création d'une AMP couvrant toute la ZEE aura toutefois un prix, et Palau cherche des solutions afin de compenser les pertes économiques qui résulteront de la fermeture de la pêche, a dit le Président Remengesau.

Sergi Tudela, Directeur de la Pêche du WWF Méditerranée, a retracé l'histoire récente du thon rouge. L'espèce a été victime de la surpêche en Méditerranée depuis les années 1970, mais la situation s'est empirée en 1996 avec l'introduction de l'élevage, où des thons capturés sont placés dans des cages et engraisés aux standards du marché japonais. Cette nouvelle menace a rapidement augmenté la pression sur les stocks sauvages, et en réponse la Commission internationale pour la conservation du thon atlantique (ICCAT) a adopté un plan de redressement pour l'espèce en 2006. Ce plan n'était pas idéal – les quotas étant deux fois le niveau durable défini par les scientifiques – mais il interdisait la capture de juvéniles et raccourcissait la saison. Depuis, ce plan a été amélioré, en grande partie grâce aux efforts de Monaco, selon M. Tudela.



En 2010 l'ICCAT a établi des quotas à des niveaux soutenable scientifiques, introduit la traçabilité et inversé la logique de gestion de la saison de pêche, d'une fermeture d'un mois à une fermeture de 11 mois. La capture totale a été divisée par deux ces derniers temps, et selon le dernier diagnostic de l'ICCAT, la pêche est en train de se redresser. « Nous avons clairement évité ce qui semblait être un effondrement imminent. C'est une bonne nouvelle », affirme M. Tudela, tout en constatant que nous ignorons la vitesse et l'échelle du redressement faute de données adéquates.

Il ne faut pas se féliciter prématurément. « Le stock est en cours de redressement. Nous devons maintenir la pression jusqu'à ce que nous atteignons le rendement maximum durable », insiste-t-il. Mais il fait part de sa satisfaction la veille de la réunion de l'ICCAT, quand les pêcheurs français et italiens ont dit qu'ils ne souhaitent pas augmenter les quotas car ils rendaient compte de l'intérêt de pêcher moins : les prix étaient plus élevés et ils gagnaient plus. « En dix ans de travail, c'était le moment le plus réjouissant, » se rappelle M. Tudela.

Dominique Leglu, Directrice de la rédaction de **Science et Avenir**, souligne la difficulté pour les médias à se procurer des chiffres fiables concernant la situation des espèces menacées, avec « différents acteurs jouant à des jeux différents ». « Si nous voulons convaincre nos lecteurs que ces questions sont importantes il nous faut les bons chiffres », dit-elle. Il y a aussi la question de la responsabilité : « Les nouvelles semblent bonnes en ce qui concerne les stocks de thon rouge. Mais nous devons réfléchir à l'impact d'un tel article ».

Mme Leglu note qu'en plus des quotas et autres règles, la technologie joue un rôle important dans le redressement des stocks de thon. En effet, chaque bateau de pêche français autorisé est équipé d'une balise Argos scellée indiquant sa vitesse et son cap, contrôlés par un centre satellite. Les bateaux doivent déclarer leur point de livraison, qui est ensuite vérifié ainsi que la taille et le poids des poissons. Cette surveillance stricte des pêcheurs français réduit leur tolérance pour les tricheurs : ainsi quelque 13 bateaux chinois illégaux ont été signalés en mai de l'année dernière, constate-t-elle.

Les consommateurs à travers le monde ont un rôle à jouer, mais encore faut-il qu'ils soient informés. Des quelques 100 millions de requins tués chaque année, presque 75% le sont uniquement pour leurs ailerons, principalement pour le marché chinois. Or, le public chinois ignore largement cette pratique, dit Mme Leglu.

Charles Clover, Président de la Blue Marine Foundation, du Royaume-Uni, propose d'inverser le paradigme de la conservation, en lui appliquant une logique financière. Imaginons-le comme « Thon Rouge et Cie. », suggère-t-il.

« Si l'industrie du thon rouge était une entreprise, elle serait en train de se féliciter, mais aussi d'écrire un business plan pour l'avenir », dit-il. Le thon rouge vaut si cher que la surpêche est quasi inévitable, alors pourquoi ne pas exploiter sa valeur marchande extraordinaire comme outil pour le sauver ? On pourrait envisager que la finance privée investisse dans la valeur future d'une pêche restaurée, ce qui permettrait aux autorités d'emprunter contre la valeur future d'un stock reproducteur renouvelé afin de financer des mesures de préservation. La valeur des stocks pourrait tripler d'ici 15 ans, affirme-t-il, de 29 millions par an aujourd'hui à quelques 89 millions, si les niveaux actuels de capture étaient réduits de 25%.

Parmi d'autres mesures de protection on pourrait envisager une surveillance technologique de pointe ainsi que des outils de gestion tels que le rachat de 25% de la capacité de pêche à la senne coulissante et la création de « banques de poisson », éventuellement sous forme d'AMP, suggère-t-il. Dans un premier temps tout cela aurait un coût élevé – environ 65.8 millions sur 15 ans – mais la valeur de la ressource augmenterait de 60 millions par an par la suite, selon M. Clover. Certes, une telle initiative demanderait une forte volonté politique, reconnaît-il, mais ça vaudrait la peine d'essayer la promesse du profit car jusqu'à présent, « nous n'avons proposé aux pêcheurs que du Puritanisme et de l'abnégation. »

Giuseppe Notarbartolo Di Sciara, Président de l'institut de recherche italien **Thetys**, tourne la



discussion vers le phoque moine, « l’emblème de la maltraitance humaine de la Méditerranée ». Autrefois présente sur toute la zone, depuis 16 ans l’espèce est en danger critique de disparition à cause de suppressions intentionnelles, de perte d’habitats et de captures accidentelles, parmi d’autres causes, explique-t-il. Les tentatives de protection ont été un échec persistant en l’absence de respect des engagements, un manque de coordination et de continuité à l’échelle méditerranéenne et une attention insuffisante à la dimension humaine du problème, affirme-t-il.

M. Notarbartolo di Sciara se montre optimiste à l’égard d’un projet qui mettrait en place un programme de gestion participative et écosystémique à l’île grecque de Gyaros dans les Cyclades, la zone principale de reproduction du phoque moine en Méditerranée. La clé sera « de convaincre les pêcheurs à protéger la biodiversité marine tout en protégeant leurs moyens de subsistance » ajoute-t-il.

Bruno Genty, Président de **France Nature Environnement**, rappelle aux participants le rôle fondamental des prédateurs en tant qu’indicateurs de la qualité des océans. Les requins dépendent fortement de la qualité des écosystèmes côtiers, qui servent de nurseries à cette espèce. Cette santé dépend à son tour des pratiques à terre, note-t-il, en appelant de ses vœux l’intégration de protection du milieu de la côte à la haute mer. Toute commune du littoral devrait se voir imposer l’obligation d’intégrer la protection de l’océan dans sa gestion, que ce soit en termes de déchets, de l’eau ou de l’urbanisation, suggère-t-il.

Il faut impérativement renforcer aussi les connaissances scientifiques : M. Genty préconise la création d’un groupement international scientifique comme le GIEC, qui centralise et évalue les informations scientifiques, techniques et socio-économiques les plus récentes en matière de changement climatique.

Pour en revenir aux requins, Robert Calcagno constate que contrairement au thon, le requin a très mauvaise réputation. « Tout le monde se souvient des ‘Dents de la Mer.’ Les gens ne comprennent pas en quoi la disparition des requins serait une mauvaise chose », dit-il. Statistiquement, les requins ne sont pourtant pas si dangereux – ils ne tuent qu’environ 10 personnes par an, alors que les crocodiles en tuent 3 000.

L’exposition en cours au Musée Océanographique de Monaco et le livre qui l’accompagne visent à changer la perception que le public a des requins afin de les convaincre de soutenir leur protection, explique M. Calcagno. Par ailleurs, nous pouvons mieux les connaître grâce à de nouvelles technologies de surveillance comme des balises électroniques, mais partager la mer avec les requins demande de l’humilité, suggère-t-il. « Il est illusoire de penser que nous pouvons les contrôler et les expliquer. Cela fait partie du respect de l’espace sauvage marin ».

Sandra Bessudo est directrice de l’Agence de Coopération internationale de la présidence de la Colombie. En tant que fondatrice de la Fondation Malpelo pour les requins, elle a été responsable de la création du Sanctuaire Malpelo pour la Faune et la Flore au large de la Colombie.

Ce sanctuaire couvre la plus grande zone d’interdiction de la pêche du Pacifique tropical oriental et a rejoint la liste du patrimoine mondial de l’UNESCO en 2006. Mme Bessudo crédite le partenariat public-privé et un degré exceptionnel de coopération régionale dans la protection de cette AMP. Elle cite en exemple un comité binational de lutte contre la pêche illégale entre la Colombie et le Costa Rica.

L’océanographe **Sylvia Earle** suggère que nous devrions considérer le thon comme un animal unique, essentiel à la santé et à l’intégrité de l’océan, et non pas comme « le symbole du dollar ». « Nous arrivons à apprécier les requins et les phoques moines pour leur valeur intrinsèque en tant que créatures. Pourquoi pas le thon ? » Interpelle-t-elle, en ajoutant que même les ingénieurs du MIT envient le thon pour l’efficacité de sa propulsion dans l’eau. « C’est une merveille d’ingénierie, et nous ne pensons qu’à le manger », se lamente-t-elle.



Sergi Tudela aimerait que la perception du thon rouge change, de celle d'un symbole mondial de la surpêche en celle de symbole mondial du redressement rendu possible par des mesures efficaces de protection. « Si même le cas le plus désespéré peut réagir à une bonne gestion, ceci constitue un message très fort pour les pêcheries à travers le monde », dit-il.

SESSION 2: Perspectives pour l'exploitation durable des ressources marines

Miguel Bernal, Responsable de la pêche au secrétariat de la GFCM, énumère trois causes de la diminution des stocks de poisson : la dégradation des habitats, le changement climatique, et surtout la surpêche. C'est une question d'adaptation : « L'homme est l'espèce qui s'adapte le plus vite, en développant de nouvelles technologies de pêche et en accédant à de nouvelles zones et à de nouvelles espèces. Le seul recours pour toute autre espèce est de déménager ou de modifier son taux de reproduction », dit-il. Ceci dit, « comme nous l'avons constaté ce matin avec le thon rouge, quand nous leur donnons un peu de temps et un peu d'espace, ils arrivent à survivre et à s'adapter », affirme-t-il.

Lisa Speer, Directrice du Programme international des océans au NRDC, souligne l'importance d'une gestion intégrée. A cet égard, la haute mer représente une opportunité, dit-elle. L'ONU se penche actuellement sur un nouvel instrument international qui déterminerait un cadre juridique pour les AMP en haute mer, explique-t-elle. L'Arctique en particulier offre la possibilité de mettre en place une approche scientifique et écosystémique en amont d'une éventuelle exploitation, dit-elle.

Le P-DG du World Ocean Council **Paul Holthus** est du même avis. A cette fin son organisation a créé le Conseil des entreprises pour l'Arctique, qui réunit des acteurs du transport maritime, de la pêche et des industries pétrolières, minières et touristiques autour de la question d'une utilisation responsable des ressources de l'Arctique, et afin de dialoguer avec les gouvernements et les ONG.

M. Holthus cite un discours récent du Prince Albert II de Monaco dans lequel le Prince note qu'« il est inutile de créer une nouvelle gouvernance des océans si on le fait indépendamment des réalités de l'économie aujourd'hui », que ce soit en termes de transport, de nourriture ou d'autres activités. « Nous devrions encourager et faciliter la participation des acteurs économiques dans l'utilisation et le gouvernance des ressources marines », conclut M. Holthus.

Rupert Howes, P-DG du Marine Stewardship Council (MSC), appuie cette notion, en ajoutant une note d'optimisme. « Les marchés ont un rôle clé à jouer [dans une pêche responsable]. Il y a beaucoup de pêcheries bien gérées », dit-il. Le MSC en a certifié à peu près 300, ce qui représente 10% des captures. L'important est de donner aux consommateurs le pouvoir de faire les meilleurs choix d'un point de vue écologique, ce qui met la pression sur les industriels, explique M. Howes.

François Simard, Directeur adjoint et Conseiller pour la Pêche à l'IUCN, présente une approche écosystémique développée par son organisation, intitulée « pêche équilibrée ». Cette approche remplace la pêche sélective actuelle, qui cible une sélection étroite d'espèces et d'individus, en faveur du ciblage d'une plus large diversité d'espèces et de tailles. Cette récolte « verticale » permet à l'écosystème marin de maintenir son équilibre et sa productivité naturels, et réduit les impacts négatifs. Elle représente une orientation future prometteuse, mais « nous devons d'abord, et de toutes les manières, pêcher moins », avertit M. Simard.

Arne Benjaminsen occupe le rôle de Secrétaire général au Ministère norvégien de la pêche et des affaires côtières. Il affirme qu'une gestion écosystémique des pêcheries doit s'appuyer sur des recherches solides permettant une compréhension des interactions entre stocks de poisson. La Norvège, dont les stocks de hareng, de cabillaud et de maquereau se sont pratiquement effondrés dans les années 60, a agi pour réduire les prises et par conséquent ces populations se sont en grande partie rétablies. Aujourd'hui les quotas atteignent des hauts historiques, dit-il. Selon M. Benjaminsen, ce redressement du cabillaud de l'Atlantique nord est le résultat de la coopération internationale, et notamment entre la Norvège et la Russie, qui a permis l'instauration d'une gestion écosystémique. Les deux pays possèdent depuis 1975 une commission des pêches commune qui partage la recherche



et établit les quotas, explique-t-il.

Ensuite Miguel Bernal a fait part de sa propre expérience de la coopération internationale en Méditerranée, où malgré la grande diversité des flottes et économies locales, l'organisation régionale de la pêche réussit à rassembler les pays autour d'objectifs communs. Cette année ils ont mis en place des règles solides et se sont mis d'accord autour d'un plan de gestion, dit-il.

Céline Cousteau attire l'attention sur la pêche illégale et non déclarée. Le norvégien Arne Benjaminsen note que tous les états d'Europe coopèrent dans la lutte contre cette pêche aujourd'hui. « A aucun port d'Europe ou de Maroc on ne peut décharger du poisson non déclaré », affirme-t-il en ajoutant que La Norvège, la Fondation Pew et d'autres partenaires sont en train de financer un projet d' « Interpol de la mer » pour renforcer la lutte contre la pêche illégale.

Il faut une bonne gouvernance et une application stricte des règles, mais le secteur privé a aussi un rôle à jouer, insiste Rupert Howes. La chaîne de restauration rapide McDonalds en est un exemple : aujourd'hui ses sandwiches au poisson portent l'écolabel du MSC, et le groupe travaille avec ses fournisseurs existants pour les aider à effectuer les changements nécessaires à l'obtention de la certification MSC de pêche responsable, dit-il.

Paul Holthus fait part des efforts du World Ocean Council pour augmenter le rôle de l'industrie dans la collecte et le partage des données. Il y a environ 80 000 vaisseaux marchands et quelque 1 200 plateformes de forage dans l'océan aujourd'hui dont les entreprises ont besoin de données aussi, alors il serait logique de travailler avec eux. A cette fin, le WOC a lancé l'initiative Smart Ocean/Smart Industries afin d'améliorer et d'élargir la collecte de données, note-t-il.

La discussion se tourne vers l'aquaculture. **Thad Simons** est le P-DG de Novus International, producteur d'ingrédients alimentaires pour cette industrie. Il explique que sa société essaie d'aider l'aquaculture à réduire sa dépendance au poisson comme nourriture des poissons d'élevage en le remplaçant par des suppléments, comme Novus l'a fait pour l'élevage bovin. Selon les prévisions, la population mondiale croîtra pour atteindre 9-10 milliards d'ici 2050, et « nous devons produire autant de nourriture en 40 ans que nous avons produit lors des 10 000 années précédentes », affirme M. Simons.

Puisqu'il n'y a pas meilleure source de protéine que le poisson, « une grande partie de cette nourriture devra venir de la mer », dit-il, et le défi pour l'aquaculture sera d'élever plus de poissons dans des conditions plus durables. Par ailleurs, M. Simons déplore le manque de cadre réglementaire pour l'aquaculture, qui freine son développement, selon lui.

M. Benjaminsen estime que l'aquaculture norvégienne est à un carrefour. Il faut résoudre les problèmes de poissons échappés et de poux avant toute extension de l'industrie, dit-il. L'aquaculture dépend de la recherche biologique, et un nouveau domaine de recherche vétérinaire est en train de se développer aujourd'hui en Norvège pour remplir ce besoin, note-t-il, en ajoutant que la biotechnologie marine pourrait y contribuer aussi.

Effectivement, ajoute François Simard, si l'aquaculture représente une des réponses possibles aux besoins alimentaires croissants et constitue déjà presque la moitié du poisson consommé, elle est problématique. D'une part, l'utilisation du poisson pour nourrir les poissons d'élevage n'est pas soutenable aux niveaux actuels, et des aliments de substitution tels que la protéine de soja pourraient avoir un impact inattendu sur les écosystèmes. Mais les micro-algues sont prometteuses, puisque même des poissons réputés carnivores peuvent se nourrir exclusivement de cet aliment, dit-il, tout en appuyant la nécessité d'une politique de développement écosystémique pour ce secteur.

M. Howes suggère que les aquaculteurs devraient être obligés de rendre compte de la même manière que la pêche l'est aujourd'hui, et être certifiés selon des critères de gestion responsable. Le MSC travaille actuellement sur un système d'écolabels pour le poisson d'élevage similaire à celui qui existe pour le poisson sauvage, explique-t-il.



SESSION 3: Les AMP au cœur de la « Croissance Bleue »

Le modérateur **Sebastien Troeng**, Vice Président de Conservation International, oriente la discussion vers le rapprochement de la conservation une approche socioéconomique en notant que la valeur des « services écosystémiques » de l'océan est estimée à \$21 000 milliards par an. La question est « comment utiliser les intérêts sans dépenser notre capital » ?

CI a créé un outil permettant de mesurer la santé des océans et d'établir des critères durables pour les différentes utilisations de la mer, qui s'appelle l'Indice de Santé de l'Océan (Ocean Health Index). Les AMP contribuent à la résilience de 7 parmi les 10 bienfaits économiques et sociaux identifiés de l'océan, selon M. Troeng, ce qui en fait un moteur très efficace de la « croissance bleue ».

Purificacio Canals, Présidente de MedPAN, constate une amélioration de la coopération entre les pêcheurs et les gérants des AMP maintenant que l'industrie commence à voir les bienfaits d'une meilleure gestion de la ressource, et notamment des prix de poisson plus élevés. « Ils commencent à comprendre l'avantage de la qualité par rapport à la quantité », dit-elle.

Le tourisme, et surtout la plongée, ont beaucoup à gagner des AMP, mais il faut continuer à insister sur la viabilité afin de maintenir un équilibre entre les gains socioéconomiques et les objectifs de préservation. Nous avons besoin d'une communication accessible pour expliquer le besoin de voir l'écosystème dans son ensemble, suggère-t-elle. Par exemple, le public et les professionnels du tourisme peuvent ne pas voir l'intérêt de créer de vastes réserves de protection des posidonies mais ces plantes marines jouent un rôle majeur en freinant l'érosion des plages, ce qui constitue un bienfait touristique, explique Mme Canals.

Eric Banel, Secrétaire général d'Armateurs de France, note que cela fait longtemps que les armateurs français travaillent avec les AMP. Qui dit armateurs dit non seulement cargos mais également des vaisseaux de recherche océanographique et des bateaux de croisière. Il est important que les concepteurs et gérants des AMP se mettent autour d'une table avec les armateurs et négocient, comme avec les pêcheurs, dit-il, en citant le sanctuaire Pelagos en exemple d'une telle coopération. Les armateurs ont adopté de bonnes pratiques comme de s'équiper de systèmes permettant de repérer les mammifères marins et d'éviter les collisions.

Ce qui pose problème, c'est que les armateurs d'autres pays n'observent pas forcément les mêmes règles, dit-il. Afin d'y remédier, son groupement travaille actuellement au niveau européen sur la création d'un écolabel pour le transport maritime comme ceux qui existent pour le commerce équitable et la pêche. « Aujourd'hui il n'y a pas un moyen d'accorder une valeur ajoutée à ceux qui respectent les règles. Nous croyons fortement en un tel processus », affirme-t-il.

Jean-Yves de Chaisemartin, maire de Paimpol et entrepreneur marin, considère les AMP comme « le point de départ le plus important pour l'intégration du bleu et du vert dans notre développement ». Ceci demande une forte volonté politique locale. La difficulté en développant des projets d'entreprises marines comme dans son domaine des micro-algues est d'intégrer la conservation dès le départ, dit-il.

Il préconise trois règles : effectuer une recherche préalable afin d'estimer l'impact des projets ; définir et préparer des mesures pour contrer cet impact et enfin, procéder lentement. Par ailleurs, la stricte application du principe de précaution par la France décourage l'innovation, déclare-t-il, ajoutant qu'au contraire, « le développement d'opportunités économiques est la meilleure façon d'avancer nos connaissances des océans ».

Bruno Chabas est le P-DG de SBM Offshore, qui fournit des systèmes et des services à l'industrie offshore du pétrole et du gaz. L'expansion de leur exploitation est inévitable ; la part du pétrole offshore devrait croître de 30% de la production aujourd'hui à 45% à l'avenir, affirme-t-il. Les AMP fournissent un cadre utile permettant à toutes les parties prenantes marines de s'asseoir ensemble bien avant de développer un projet, afin de décider comment procéder et de s'assurer que tous y



bénéficient, selon M. Chabas. Il en a fait lui-même l'expérience chez un précédent employeur, qui a construit un gazoduc au milieu d'une AMP et réserve de lamantins au large de la Floride.

Effectivement, selon **Dan Laffoley**, Vice Président pour la mer du WCPA de l'IUCN, il faut que la conception des AMP évolue. « Nous avons tendance à nous focaliser sur les processus biologiques et physiques. Nous devons aussi nous pencher sur les arguments socioéconomiques et les prendre en considération très tôt », déclare-t-il. M. Laffoley note un « déficit de compétences » dans la communauté AMP : « La socioéconomie marine représente une immense opportunité. Nous devons former les ministres de l'environnement à savoir communiquer avec les ministres de la finance », dit-il.

Il faut revoir aussi le financement des AMP en diversifiant ou en ajustant les approches. A Bonaire dans les Caraïbes, par exemple, les plongeurs paient un abonnement annuel de seulement \$10, alors que des sondages ont démontrés qu'ils sont prêts à payer entre \$61 et \$100. Doubler le tarif actuel couvrirait les dépenses de gestion de cette AMP, affirme M. Laffoley.

Rendre payants les « services écosystémiques » représente une autre possibilité, mais elle demanderait de quantifier les avantages de la protection d'un écosystème marin. Et enfin, déclare-t-il, bien que « ça rende nerveux les politiciens », il faut protéger une plus grande part de l'océan car « la taille compte : quand vous augmentez l'échelle, les coûts sont plus importants mais les gains sont encore plus importants ».

Francis Vallat, Président du Cluster Français Maritime, rappelle qu'il est important de travailler avec les pêcheurs et de les faire participer à des rassemblements comme la Monaco Blue Initiative.

La France est No. 1 au monde du transport maritime en termes de qualité et de sécurité, dit-il. « Il y a des boulots sales, comme le transport de fioul. On a intérêt à avoir des opérateurs propres pour les boulots sales, et non pas des opérateurs sales », affirme-t-il. Il ajoute que le Cluster a de bons rapports avec l'agence française des AMP, en travaillant sur des questions comme le bruit en mer, la cartographie et les énergies marines renouvelables.

« Développement durable » est un terme qui comporte deux mots, et « ils vont ensemble – ce n'est pas l'un contre l'autre, même quand nous ne sommes pas d'accord », dit M. Vallat.

Synthèse et conclusions

Tony Haymet résume la teneur des débats en parlant d'« optimisme prudent ». Par exemple, nous avons appris que nous pouvons sauver des pêcheries, mais il est important de constater qu'il y a beaucoup d'écosystèmes marins qui ne se sont jamais rétablis. « Scientifiquement nous ne savons pas quelles pêcheries nous pourrions ressusciter et lesquelles sont mortes à jamais, alors nous devrions garder ça en tête quand nous entendons ces merveilleuses histoires de réussite », avertit-il. M. Haymet déplore que nous n'ayons pas vraiment discuté de l'acidification des océans, qui représente « un problème désespérant pour nous tous ».

Pour François Simard, la grande valeur de la MBI et un de ses messages clés est l'importance d'impliquer tous les acteurs différents et de comprendre leurs activités. Les forces du marché sont un élément incontournable. Les AMP aussi sont un outil important permettant à la nature de s'adapter, et pourraient jouer un rôle dans la lutte contre l'acidification des océans, particulièrement en haute mer, dit-il.

Enfin, une gestion écosystémique est essentielle, mais elle demande une meilleure recherche et elle est difficile à mettre en place au niveau régional à cause des différences entre les pays. L'imposition d'un moratoire sur l'exploitation des ressources marines en Arctique en attendant d'avoir établi un plan commun est une bonne idée, comme l'est l'utilisation d'écolabels afin de sensibiliser les consommateurs et leur permettre de faire pression, selon M. Simard. Ce serait un moyen de limiter les impacts négatifs de l'aquaculture, par exemple.



Sebastien Troeng convient que la présence de représentants du gouvernement, de l'industrie, de la science et des ONG constitue la force de la MBI. C'est un exemple à suivre : « impliquer toutes les parties prenantes au départ, même si c'est difficile. Nous aimons tous nous considérer comme les gentils. Il est très important de s'écouter ».

Parmi les pistes prometteuses il y a la monétisation des avantages concrets des AMP – que ce soit pour la pêche, le tourisme, les croisières ou l'écologie – comme moyen d'assurer les dépenses d'une gestion durable ; l'amélioration de la communication quant aux bienfaits de la protection marine et enfin, le recours à la meilleure science possible afin de garantir une vraie viabilité, dit-il. Les AMP en particulier offrent l'opportunité de faire participer les divers secteurs afin de développer ensemble des solutions innovantes et de gérer les arbitrages entre secteurs, affirme M. Troeng.

S.A.S. le Prince Albert II de Monaco a conclu les échanges en soulignant que « c'est ce que notre initiative entend faire – ne pas imposer d'hierarchie entre acteurs, entre intérêts, entre points de vue, du moment que tous partagent la même conviction : le besoin de protéger nos océans de manière plus efficace ». Il a notamment rappelé qu'un tel dialogue ouvert et soutenu « est le seul moyen de garantir que nous ne nous égarions pas dans des voies incomplètes ou inefficaces ».

FIN